



## Avertissement

*« La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs. »*

## Dédicace 1:

Je dédie ce travail :

- ✓ A vous, ma mère **Angèle BONOU** pour vos nobles sacrifices, conseils et assistances ; votre amour maternel, vos multiples actions de réconfort et votre vision pour moi m'ont permis de réaliser cette œuvre ; merci maman.
- ✓ A vous mes oncles et tantes **FADJINOU Aimé, Espéra, Bernadette, Pélagie, Nestor, Marcel et Martin**

**FADJINOU Mahonou Judicaël Carlos**

## Dédicace 2:

Je dédie ce travail :

- ✓ A vous ma mère **HOUNMENOUE Virginie**, pour votre amour maternel ; sans vos conseils vos prières et vos soutiens moraux ce rêve ne sera pas une réalité pour moi. Merci beaucoup maman.
- ✓ A vous mon père **ZOKPON Etienne**, accueil ce travail comme le témoignage de ma profonde reconnaissance et mon filial amour.

**ZOKPON Houéto Richard**

## Remerciements:

Nous adressons nos sincères remerciements et toute notre gratitude :

- ✓ Au Doyen **IGUE Charlemagne**, à tout le corps enseignant et à tout le personnel administratif de la FASEG et aussi à tous nos enseignants du primaire et du secondaire. Veuillez trouver ici le témoignage de notre reconnaissance pour la qualité de l'enseignement que vous nous avez donnée.
- ✓ Au Docteur **Alain BABATOUNDE** qui, malgré ses occupations personnelles et professionnelles a pu diriger ce travail avec rigueur ;
- ✓ A vous les **membres du jury**, c'est un honneur que vous nous faites en acceptant de juger ce travail. Nous restons persuadés que vos critiques et suggestions constitueront un apport de qualité.
- ✓ A notre maître de stage, monsieur **Isidore M. OUSSA**, Directeur de Caisse de la CLCAM Vallée pour nous avoir consacré une partie de son temps précieux à la réalisation de ce travail ;
- ✓ A tout le personnel de la CLCAM Vallée spécialement à **Didier QUENUM, DJOUDJO Chantal et AFFAGNON Lydie** pour l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé et pour la franche et sincère collaboration qu'ils ont développée avec nous lors de notre stage.
- ✓ A tous ceux qui ont bien voulu répondre à nos questionnaires, sans lesquelles nous n'aurions pas eu des données que nous avons trouvées.
- ✓ A tous ceux qui d'une manière, ou d'une autre ont contribué à la réalisation de ce travail.

## Résumé

Comme beaucoup d'Institutions de Microfinance sont à la quête de satisfaire les besoins des populations défavorisées et exclues du système bancaire classique, la FECACAM-BENIN de par intermédiaire de ses caisses de base installées sur toute étendue du territoire national relève les limites en matière de performance de remboursement. La présente étude menée sur la CLCAM VALLEE/ADJOHOUN nous a permis de déceler au sein de cette Institution, un certain nombre de problèmes regroupés en problématique. Au nombre de ces problèmes, nous avons décidé de mener notre travail sur le thème intitulé « **les déterminants d'une bonne gestion du portefeuille crédit des SFD : CLCAM VALLEE/ ADJOHOUN** ». Une analyse de régression sur des données recueillies sur un échantillon de 110 dossiers de crédits accordés aux mutualistes, montre que les facteurs liés aux emprunteurs (âge, sexe, propriétaire de maison, la proximité résidentielle, niveau d'éducation) et à l'institution (montant de crédits, durée de crédit, nombre d'échéance, visite, garantie) ont un effet significatif. Pour y parvenir nous avons utilisé l'approche théorique et celle de l'approche empirique afin de vérifier nos hypothèses. Ainsi, nous avons formulé des recommandations pour améliorer la qualité du portefeuille.

**Mots Clés : crédit, suivi, remboursement, portefeuille, indicateurs de qualité**

### Abstract

As many Microfinance Institutions are seeking to satisfy the needs of the disadvantaged and excluded from the traditional banking system, FECACAM-BENIN, through its base funds located throughout the national territory, raises the limits of Repayment performance. This study carried out on the CLCAM VALLEE / ADJOHOUN allowed us to detect within this Institution a number of problems grouped into problems. Among these problems, we decided to carry out our work on the theme "Determinants of good management of the DFS credit portfolio: CLCAM VALLEE / ADJOHOUN". A regression analysis of data collected on a sample of 110 credit files granted to mutualists shows that factors related to borrowers (age, sex, homeowner, residential proximity, level of education) and institution (Amount of credit, credit duration, maturity, visit, guarantee) have a significant effect. To achieve this, we used the theoretical approach and the empirical approach to verify our hypotheses. Thus, we made recommendations to improve the quality of the portfolio.

**KEY WORDS**: credit, monitoring, reimbursement, portfolio, quality indicators.

## LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

<b>AG</b>	: Assemblée Générale
<b>APE</b>	: Agent Permanent de l'Etat
<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CA</b>	: Chef d'Agence
<b>CA</b>	: Conseil d'Administration
<b>CEE</b>	: Crédit Epargne avec Education
<b>CLCAM</b>	: Caisse d'Epargne de Crédit Agricole et Mutuel
<b>CRCAM</b>	: Caisse Régionale de Crédit Agricole et Mutuel
<b>CS</b>	: Conseil de Surveillance
<b>CSL</b>	: Compte Sur Livret
<b>DC</b>	: Directeur de Caisse
<b>DDV</b>	: Dépôt Divers à Vue
<b>DP</b>	: Dépôt du Personnel
<b>DTR</b>	: Direction Technique et Régionale
<b>FASEG</b>	: Faculté des Sciences Economique et de la Gestion
<b>FECECAM</b>	: Fédération des Caisse d'Epargne de Crédit Agricole et Mutuel
<b>FED</b>	: Frais Etude de Dossier
<b>FOD</b>	: Frais d'Etude de Dossier
<b>IMF</b>	: Institution de Micro Finance
<b>IMT</b>	: Transfert Money Instantané
<b>PCT</b>	: Prêt à Court Terme
<b>PS</b>	: Part Sociale
<b>RPC</b>	: Régime Prévoyance Crédit
<b>SFD</b>	: Système Financier Décentralisé
<b>TPCF</b>	: Tout Petit Crédit aux Femmes

## Table des Matières

Avertissement .....	- 1 -
Dédicace 1: .....	- 2 -
Dédicace 2: .....	- 2 -
Remerciements:.....	- 3 -
Résumé .....	- 4 -
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	- 5 -
INTRODUCTION .....	- 8 -
CHAPITRE I.....	- 11 -
CADRE THEORIQUE, ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL .....	- 11 -
SECTION 1 : Cadre Institutionnel et Théorique.....	- 12 -
Paragraphe 1 : Présentation du cadre de l'étude et activités de stage.....	- 12 -
a) Présentation et Historique .....	- 12 -
b) Objectifs et Missions du réseau FECECAM BENIN .....	- 12 -
c) Activités.....	- 13 -
d) Les Produits d'épargne.....	- 14 -
e) Les produits de crédit .....	- 14 -
f) Autres Services .....	- 15 -
g) Fonctionnement .....	- 16 -
h) Fonctionnement de caisses .....	- 18 -
Paragraphe 2 : Problématique, objectifs et hypothèses.....	- 21 -
A- Problématique et intérêt de l'étude .....	- 21 -
B-Objectifs de l'étude et hypothèses .....	- 23 -
<i>Section 2: Revue de littérature et méthodologie .....</i>	<b>- 23 -</b>
Paragraphe 1 : Revue de littérature.....	- 23 -

✓ Dotation aux provisions .....	- 28 -
✓ Taux de couverture des risques (>40%).....	- 29 -
PARAGRAPHE 2 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	- 31 -
B)Méthodes et outils d'analyse .....	- 32 -
CHAPITRE II .....	- 35 -
RESULTATS, INTERPRETATION, VALIDATION DES HYPOTHESES Et RECOMMANDATIONS.....	- 35 -
Section 1 : présentation, analyse et interprétation.....	- 36 -
Paragraphe 1 : Présentation des résultats .....	- 36 -
Paragraphe 2 : Interprétation et validation des hypothèses.....	- 41 -
Section 2 : Limites et recommandations .....	- 43 -
Paragraphe 1 : Limites de l'étude .....	- 43 -
Paragraphe 2 : Recommandation .....	- 43 -
CONCLUSION.....	- 45 -
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	- 47 -
ANNEXE.....	- 48 -

**INTRODUCTION**

Les pays pauvres connaissent en général de fortes disparités qui se justifient par l'inégale répartition des richesses naturelles. C'est la raison pour laquelle les gouvernements de ces pays ne cessent de réaliser des études visant à trouver des solutions idoines à cette faiblesse économique. L'analyse de cette situation a conduit certains auteurs à conclure que le difficile décollage de ces pays est lié en partie, à la faiblesse du système financier pouvant favoriser l'allocation des ressources nécessaires au développement des activités génératrices de revenu.

En effet dans toute économie, il existe des agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. Le financement direct a été longtemps sujet de nombreux problèmes à tel enseigne que le mode de financement des pays en voie de développement en général et, ceux de l'Afrique en particulier a consisté en un financement indirect qui désigne un système dans lequel les institutions financières jouent le rôle d'intermédiaire entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. La Micro finance est une finance de proximité par opposition aux longues procédures administratives des banques commerciales. Compte tenu de la nature des activités de ces institutions et des agents à financer, ces dernières s'exposent à un certain nombre de risques. On peut citer : les risques de liquidité, de fraude, d'insolvabilité, ceux liés au système d'informations (informatique ou opérationnel), juridique ou fiscal, macro-économique, sociopolitique etc. Tous ces risques peuvent être catégorisés en : risque de faillite, risque financier et risque de crédit.

Le risque encouru par toute institution de micro finance dans la mise en place des micros crédits au profit des micros entrepreneurs exclus du système de financement classique est le non-respect de leurs engagements. L'insolvabilité des bénéficiaires de crédits peut avoir pour conséquences : la perte des fonds prêtés ou leurs immobilisations pour une durée plus longue alors que l'institution elle-même doit faire face à ses propres engagements vis-à-vis de ses partenaires financiers, gage de sa crédibilité et de sa pérennité. Il est mesuré à travers certains indicateurs dont les principaux sont le taux de portefeuille à risque, dotation aux provisions, taux de perte sur créance dont leur maîtrise s'avère indispensable.

Parmi les premières institutions de micro finance opérant au Bénin figure la Faïtière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM) qui est le cadre choisi pour notre recherche.

Cette institution comme la plupart des autres IMF, dans le souci permanent de développer son portefeuille, multiplie ces actions commerciales. Mais force est de constater qu'elle a enregistré ces dernières années des contreperformances qui affectent dangereusement sa pérennité financière à savoir la couverture des frais généraux de gestion, des pertes sur créances, du coût des ressources et

de la capitalisation pour la croissance par les produits d'exploitation.

L'intérêt porté au problème de la dégradation des indicateurs de performance et à travers celle de la qualité du portefeuille de cette Institution nous a amené à réfléchir sur le thème : «**LES DETERMINANTS D'UNE BONNE GESTION DU PORTEFEUILLE CREDIT DES SFD : CLCAM VALLEE/ADJOHOUN** ».

Cependant, elle doit être complétée par une bonne technicité, la mise en œuvre de nouvelles méthodes et un suivi approprié pour assurer des taux de remboursements très élevés. Compte tenu de cette spécificité, cette étude aura pour objectif d'identifier et d'analyser les facteurs qui influencent la parfaite état de santé du portefeuille crédit.

Notre étude consiste à aborder dans un premier chapitre le cadre théorique, organisationnel et institutionnel et le second chapitre sera consacré à la présentation des résultats, l'analyse des données puis interprétations des résultats et validation des hypothèses. Enfin nous allons présenter les limites et faire des suggestions pour améliorer la qualité de portefeuille crédit de la CLCAM VALLEE guichet ADJOHOUN.

## CHAPITRE I

### CADRE THEORIQUE, ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL

Dans ce chapitre il sera exposé à travers une première section Cadre institutionnel et théorique, et dans une seconde section la Revue de littérature et méthodologie.

## **SECTION 1 : Cadre Institutionnel et Théorique**

Cette section est composée d'un premier paragraphe 1 qui présente l'historique, les objectifs et les missions de la structure et activités de la CLCAM VALLEE., et d'un paragraphe 2 qui présente la problématique, objectif puis les objectifs spécifiques.

### **Paragraphe 1** : Présentation du cadre de l'étude et activités de stage

Il s'agit ici de présenter l'histoire de la structure d'accueil et le déroulement des activités.

#### **a) Présentation et Historique**

La Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel Vallée (CLCAM Vallée) relève de la FECECAM BENIN, une des grandes institutions de Micro finance au Bénin et dans la sous-région.

Située au cœur de la ville d'ADJOHOUN quartier HOUEKPA à côté de l'arrondissement central de la commune d'ADJOHOUN, la CLCAM VALLEE a été créée le 07 juillet 1998 et fonctionne sous la Direction Technique Régionale OUEME/PLATEAU. Notons que la dénomination CLCAM-VALLEE a été promulguée le 26 septembre 2011 suite à une Assemblée Générale constitutive et regroupe les anciennes entités (CLCAM ADJOHOUN, DANGBO et BONOU). Ces organes de gestion et de contrôle sont appuyés par une équipe technique composée de six(06) salariés dirigée par un Directeur de Caisse.

Elle est l'une des Agences (caisses de base) de la Fautière des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel du BENIN (FECECAM BENIN) installées dans la Région de L'OUEME/PLATEAU. Créée en juillet 1978, son objectif et son historique très émouvant que nous présenterons à la suite démontrent clairement son engagement pour le développement économique et social de la nation béninoise en général et de la région de L'OUEME/PLATEAU en particulier.

L'histoire de la CLCAM Vallée est inséparable de celle de la FECECAM BENIN. Autrement dit, la CLCAM Vallée n'a pas une histoire indépendante.

#### **b) Objectifs et Missions du réseau FECECAM BENIN**

La Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel est une institution de micro finance dont l'objectif essentiel est d'œuvrer pour la promotion du monde rural, périurbain et urbain à travers l'amélioration des conditions de vie de ses populations et la lutte contre la pauvreté par la mobilisation de l'épargne

---

et l'octroi des crédits à ses membres. Elle a pour objectif principal de devenir un réseau leader de référence dans la sous-région pour le développement socio-économique à la base.

Pour atteindre cet objectif, la FECECAM à travers ses CLCAM offre :

- des services financiers (épargne, crédit, transfert d'argent) aux populations rurales et urbaines exclues des banques classiques ;
- des services de micro finance aux particuliers surtout ceux à faible revenu pour satisfaire une variété de besoins financiers
- Pour la contribution au développement socio-économique et culturel des localités, des services et du pays en général ;
- l'amélioration des conditions de vie des sociétaires et du personnel tout en assurant la pérennité du réseau.

### **c) Activités**

Au cours de notre stage, nous avons eu à effectuer plusieurs travaux. Au niveau de la caisse :

- positionnement des opérations dans les livrets d'épargne des clients et saisie en opération de dépôt ou de retrait ;
- réception et remplissage des formulaires d'IMT (envoi, paiement) ;
- ouverture de compte (dépôt à vue, compte courant à la clientèle, compte épargne etc.) ;

Les travaux au niveau de la comptabilité ont consisté à :

- faire la décharge des pièces comptables dans le cahier de transmission.

Cette étape est faite préalablement par l'assistant du Directeur de Caisse qui vérifie les mentions obligatoires figurant sur chaque pièce c'est-à-dire :

- les cachets reçu et positionné au recto des pièces de dépôts et le billettage au verso ;
- les cachets signature conforme, positionné et payé au recto des pièces de retraits et le cachet pour acquit, l'adresse, la signature du client et le billettage au verso ;
- IMT envoi, on doit avoir le cachet reçu et la signature du client au recto ; le code et le billettage au verso ;
- IMT paiement, on doit avoir le cachet payé, s'assurer que le montant inscrit sur le reçu est le même que celui figurant sur la fiche de paiement et au recto qu'il y a l'adresse, la signature et

la photocopie de la pièce d'identité du client au verso ;

- on vérifie également que les montants et les numéros des pièces soient conformes à ceux inscrits au journal.

-

La CLCAM VALLEE offre principalement à sa clientèle une gamme variée de produits d'épargne, de crédit et autres prestations.

#### **d) Les Produits d'épargne**

Les produits d'épargne se présentent comme suit :

- les comptes sur livrets (CSL). Ce type de compte requiert l'utilisation d'un livret d'épargne délivré au client devant lui permettre de suivre les opérations effectuées avec l'institution ;
- les comptes courants (CC) : Ils sont ouverts aux personnes et assimilés qui font régulièrement des opérations ;
- les dépôts divers à vue (DDV) : Ces comptes sont ouverts généralement pour enregistrer les mouvements de fonds concernant les crédits accordés aux sociétaires (les débloques et les remboursements de crédit). Certains commerçants et des usagers parapublics peuvent se servir de ce compte pour des opérations particulières ;
- les Dépôts à Terme Patriote (DAT Patriote) : C'est un produit institué par la CLCAM à sa clientèle surtout celle résidant à l'extérieur pour collecter les ressources stables des ressortissants de chaque localité pour le développement du crédit à moyen terme aux populations rurales qui le désirent ;
- l'épargne planifiée (EP) : Il s'agit de la tontine traditionnelle journalière améliorée. Elle permet aux souscripteurs d'épargner progressivement et ce, sur place à partir d'un montant minimum de 200 FCFA.

#### **e) Les produits de crédit**

Dans le souci de mieux satisfaire les besoins des sociétaires et de lutter contre l'usure et la pauvreté, la CLCAM VALLEE ADJOHOUN s'inscrit dans une démarche de diversification des types de crédit tout en adaptant les pratiques de crédit des Caisses aux besoins des sociétaires. Les types de crédit offerts à la clientèle sont :

- le Tout Petit Crédit aux Femmes ;

- le Crédit épargne avec éducation ;
- Crédit Facilité sur Epargne Planifiée ;
- les Crédits à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche ;
- les Crédits d'achat de produits et leur stockage ;
- les crédits de préfinancement de marchés ;
- les crédits aux micro-entrepreneurs ;
- les crédits aux salariés ;
- le crédit au personnel du réseau ;
- les crédits sociaux.

Les critères d'éligibilité ou d'accès aux crédits à la CLCAM VALLEE se présentent comme suit :

- avoir une bonne capacité de remboursement ;
- être de bonne moralité ;
- présenter un dossier de qualité ;
- qualité du membre et sa résidence ;
- Être sociétaire avec un minimum de 1000 FCFA de parts sociales pour les personnes physiques et de 10 000 FCFA pour les personnes morales ;
- payer 500 FCFA de droit d'adhésion;
- avoir un compte sur livret et avoir constitué une épargne préalable d'au moins 5% du montant sollicité ;
- être à jour dans le remboursement des crédits antérieurement reçus ;
- n'avoir aucun antécédent douteux en matière de remboursement de crédit ;
- avoir le siège de son entreprise dans le ressort territorial de la CLCAM.
- se conformer aux lois ;
- respecter les normes environnementales.

#### **f) Autres Services**

La CLCAM VALLEE ADJOHOUN offre également à ses usagers des services d'assurance (RPC :

Régime de Prévoyance Crédit) et de transfert d'argent (IMT : Transfert d'Argent Instantané).

- Régime de Prévoyance Crédit (RPC) : le régime de prévoyance Crédit est une couverture améliorée pour les membres emprunteurs ou leurs ayants droit. C'est le symbole de la solidarité des bénéficiaires de crédits dans la prise en charge des remboursements en cas de décès et d'invalidité totale ou permanente ;
- Transfert d'Argent Instantané (IMT) : Grâce au produit IMT, tout le monde peut envoyer ou recevoir de l'argent sur toute l'étendue du territoire national à des coûts très réduits et cela de manière rapide, simple, sûre et fiable ;
- nous ne saurions aborder la problématique objet de notre stage, sans évaluer l'efficacité du système comptable adopté par la CLCAM VALLEE ADJOHOUN lui permettant de produire des informations à caractère économique nécessaires à son exploitation.

Domiciliation des salaires et pension de retraite (DSPR)

Pour rendre ce service en vers les clients, nous utilisons :

- La fiche de demande d'ouverture de compte ;
- la carte de signature + 02 photos d'identité de l'intéressé ;
- Deux fiches de la direction générale du budget ;
- Deux fiches du relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- Deux photocopies de la dernière fiche de paie de l'intéressé.

Maintenant, nous lui créons un compte courant qui lui permet d'effectuer les opérations bancaires avec l'institution.

Par ailleurs, dans le but d'établir un lien amical et le respect du prochain vice versa entre les clients et les agents de l'institution, la FECECAM-BENIN adopte un règlement.

### **g) Fonctionnement**

Dans le respect du principe de la séparation des fonctions de décision, d'exécution et de contrôle, chaque institution (CLCAM, FECECAM-BENIN) s'est dotée des organes de gestion suivants :

#### **Organes de décisions**

L'Assemblée Générale (AG) : elle est l'instance suprême de l'institution et représente l'université des

membres. Elle est donc constituée par l'ensemble de ses membres, délégués réunis à cette fin. Elle se réunie au moins une fois par an en vue de :

- adopter le procès-verbal de l'AG précédente ;
- adopter les rapports d'activités des organes de gestion pour l'exercice précédent ;
- examiner et approuver les comptes de l'exercice précédent ;
- donner quitus aux membres des organes de gestion.

- le Conseil d'Administration (CA) : Il veille au fonctionnement et à la bonne gestion de l'institution. Ses membres au nombre de neuf (09) sont élus en AG ;
- le Comité de Crédit (CC) : Il a la responsabilité d'octroyer de crédit aux membres de l'institution conformément aux politiques et procédures définies en la matière. Il est composé de quatre (04) personnes élues par l'AG sachant lire et écrire le français. Son exercice est incompatible à celui des fonctions des membres du Conseil d'Administration (CA) ou du Conseil de Surveillance (CS). Tous les membres de la CLCAM dont la demande de crédit est refusée, peuvent faire appel de cette décision devant l'Assemblée Générale. A la fin de l'exercice ; le CC transmet le rapport de ses activités au CA qui le présente lors de l'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) ;

### **Organes de contrôle**

Le Conseil de Surveillance (CS) est chargé de veiller sur la régularité des opérations et de contrôler la gestion de l'institution. Le CS est composé de cinq (05) membres élus en AG.

### **Organes d'exécutions**

Il s'agit ici de l'exécution des décisions prises à travers :

- la gérance de la CLCAM : Elle est chargée d'exécuter les décisions prises par les organes de la caisse et d'assurer les opérations courantes des membres et des usagers. Elle coordonne les activités des guichets et éclaire les élus dans leur prise de décision ;
- le comité de direction de la DTR: A travers la direction, exécute les décisions prises par les organes de DTR et coordonne les activités des CLCAM. Il éclaire les élus dans leur prise de décision. C'est un comité généralement composé du Directeur et des Chefs Services ;
- le comité de direction de la FECECAM : A travers le Secrétaire Exécutif, est chargé d'exécuter les décisions prises par les organes de la Fédération et de coordonner les activités de

l'ensemble des entités du réseau au niveau national. Il éclaire les élus dans leur prise de décision. Ce comité est formé du Secrétaire Exécutif et des Chefs Départements.

#### **h) Fonctionnement de caisses**

Conformément à l'organigramme et à la structure des services, la CLCAM a à sa tête un organe délibérant qui est le CA à qui il est confié l'administration de la coopération. Ce conseil est élu par l'AG, l'instance suprême de la mutuelle constituée par l'ensemble des sociétaires. L'AG désigne également un CS qui est chargé de surveiller la régularité des comptes et de contrôler la gestion de l'institution. Il existe aussi un Comité de Crédit (CC) qui a la responsabilité d'octroyer de crédits aux membres.

Enfin, vient l'Organe d'Exécution (OE) qui est chargé d'exécuter les décisions prises par les organes compétentes et les éclairer dans leur prise de décision. Ce sont :

##### **- *Directeur de Caisse (DC)***

C'est une personne physique ayant pour charge de diriger et d'administrer pour le compte d'autrui en ayant reçu mandat ou non. Il est chargé de gérer l'institution, de coordonner les activités de l'institution afin de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par cette dernière.

##### **- *Guichetier***

Il est chargé de recevoir les clients de tout genre, saisir leur demande afin de les orienter. C'est lui qui positionne aussi les montants des dépôts et/ou des retraits dans les livrets d'épargne et veille également à la conformité du solde informatique et le solde dans le livret.

##### **- *Caissier***

C'est une personne physique qui tient les espèces de l'entité. Il est chargé de faire l'opération de dépôt, de retrait, d'encaissement et de décaissement divers, de remboursement de prêt sous la recommandation de l'AC. A la fin de la journée, le caissier tire son brouillard de caisse à partir des opérations du jour et le transmet avec les pièces comptables au Directeur de Caisse y compris le billettage au début et à la fin de cette journée.

##### **- *L'Animation***

L'animation est principalement faite par une femme, elle est chargée de l'organisation, l'encadrement, et l'éducation du crédit-Epargne et crédit aux groupements destinés uniquement aux

femmes.

- ***Le comptable***

Placé sous l'autorité du chef comptable de la DTR, le comptable est chargé de la gestion comptable de la caisse. Il veille scrupuleusement aux procédures et dispositions comptables du réseau et doit se référer aux institutions opérationnelles du chef service assistance comptable et administration de la DTR. Il réceptionne les pièces comptables, vérifie leur régularité et leur réalité avant de les enregistrer. Il lui revient également de vérifier l'exactitude de tous les calculs d'intérêts sur prêt. Il doit tenir régulièrement la comptabilité de la caisse (journal, grand livre, balance générale mensuelle, balance auxiliaire trimestrielle). Il doit signaler toutes les irrégularités ou présomptions de malversations constatées. Il doit aussi :

- produire et suivre l'évolution des indicateurs de performance de la caisse et faire des observations nécessaires au gérant ;
- effectuer des travaux d'inventaire en fin d'exercice ;
- élaborer les états financiers et les documents techniques entrant dans le rapport annuel de la structure et procéder à la réouverture des comptes ;
- appuyer le gérant dans l'établissement, le suivi et l'exécution du budget et du plan de développement.

- ***Les agents de crédit***

L'agent de crédit assiste le gérant dans les opérations d'octroi de crédit. Ils ont pour rôle d'aider les sociétaires à formuler leur demande de crédit. A cet effet, ils doivent avoir des entretiens avec les demandeurs de crédit. Ils étudient les dossiers de crédit, établissent et visent les pièces de décaissement et de remboursement des prêts. Ils se chargent du calcul des intérêts et des montants restant dus et procèdent au décaissement des prêts conformément aux procédures en vigueur. Ils doivent également s'engager, participe, suivre les actions de recouvrement, identifier les causes des impayés et proposer des mesures à prendre. Ils doivent enfin archiver dans l'ordre chronologique tous les documents de prêts utilisés à savoir :

- dossier de prêts ;
- carnet d'avis de remboursement ;
- carnet de reçu d'espèce de remboursement.

Ils établissent en dernier ressort diverses statistiques à savoir, les états mensuels de dépôts ; des crédits du sociétariat ; tableau de suivi des échéances ; tableau de suivi de l'évolution des crédits impayés ; tableau de suivi de remboursement de crédits impayés.

- **CONCURRENTS**

Il s'agit des structures offrant les mêmes services que ceux de la CLCAM : on a

ACFB, PADME, Le DEFI et BETHESDA

### **Synthèse des observations de stage**

#### ***1- Forces***

- personnel qualifié
- bonne couverture géographique (nombre assez important d'agence)
- existence d'une politique de crédit
- portefeuille client assez diversifié
- importance des activités
- existence d'une structure chargée du recouvrement
- fonctionnement en réseau de l'institution
- augmentation du capital social

#### ***2- Faiblesses***

- insuffisance du nombre de personnels
- perturbations fréquente du système informatique ralentissant ainsi les activités de retrait
- existence de créances douteuses et irrécouvrables
- non disponibilité de certaines informations comptables
- insuffisance de matériels et mobiliers
- l'autosuffisance opérationnelle de la CLCAM est faible
- fort taux d'impayés.

## **Paragraphe 2 : Problématique, objectifs et hypothèses**

Il est présenté dans ce paragraphe la problématique, les objectifs et les hypothèses retenues.

### **A- Problématique et intérêt de l'étude**

#### *1- Problématique*

La microfinance en tant qu'instrument de développement, s'est révélée très efficace au service des populations exclues du système classique de financement, faute de pouvoir remplir les conditions exigées par ce dernier. Elle offre ainsi de tous petits crédits (micro crédits) à des individus pauvres mais économiquement actifs pour les aider à mener des activités génératrices de revenus. Les IMF participent, grâce aux crédits accordés aux populations à la base qui s'investissent dans la création de micros-entreprise et d'activités génératrices de revenu, ce qui permet de lutter contre la pauvreté.

Au Bénin, la FECECAM représente la première institution de micro finance qui au bout d'une décennie s'est installée dans la plupart de nos communes. Cela signifie que cette institution dispose désormais d'un réseau de distribution assez large de crédits. Leader en micro finance au BENIN, ce réseau s'est engagé dans cette mission depuis des décennies. Les rapports sur la santé financière des institutions de micro finance montrent que la viabilité et partant de la pérennité de ce réseau sont menacées, ce qui indique que le risque de ne pouvoir assurer de façon durable sa mission est perceptible. Dès lors, il y a lieu de s'interroger sur les raisons de la forte dégradation des indicateurs de performance de la CLCAM VALLEE ADJOHOUN.

**Tableau :** Evolution des impayés et taux remboursements de la CLCAM VALLEE

Période variables	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Montant échu	201.800.500	184.561.000	179.845.500	203.150.000	152.200.500	162.000.000	185.560.000
Montant remboursé	191.710.475	179.024.170	176.358.862	201.118.500	150.678.495	160.380.000	172.570.800
Impayé	10.090.025	5.536.830	3.486.638	2.031.500	1.522.005	1.620.000	12.989.200
Taux de remboursement	95%	97%	98%	99%	99%	99%	93%

**Source :** document statistique AC /2016

C'est pour répondre à toutes ces interrogations afin de maintenir sa position de réseau leader, que cette institution s'est dotée d'un nouveau plan de redressement élaboré en 2007 par le Ministère de Tutelle en collaboration avec les cadres de la BCEAO et les acteurs du réseau.

Puisque la qualité et partant la pérennité d'une structure faîtière dépendent de celle de ses entités de base, il serait important pour nous, de mesurer l'impact des actions du redressement sur la problématique de la rentabilité des activités de la Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel de VALLEE ADJOHOUN (CLCAM VALLEE ADJOHOUN). C'est ce qui justifie le choix de notre thème: « *Les déterminants d'une bonne gestion de portefeuille crédit des SFD : CLCAM VALLEE /ADJOHOUN* ». Quels sont les facteurs déterminants des impayés? Telle est la question qui fera l'objet de notre préoccupation dans cette étude.

Aussi, notre étude permettra-t-elle de toucher du doigt les forces et les faiblesses de cette entité de même que les implications stratégiques et les recommandations pour l'atteinte de ses objectifs.

## 2- Intérêt de l'étude

L'intérêt de notre étude est d'attirer l'attention des acteurs des secteurs de la micro finance sur le rôle et l'importance des déterminants de la rentabilité économique au sein de leur institution. En effet, les indicateurs qui mesurent la rentabilité économique sont très sensibles et font appel à la

vigilance de tous les acteurs de la vie de l'institution. Cette étude permet également de lier les théories apprises à l'université notamment à la FASEG à la réalité économique de la CLCAM VALLEE SIEGE ADJOHOUN. Nos propositions de solution permettront dans une certaine mesure à la CLCAM VALLEE siège ADJOHOUN, d'améliorer ses pratiques de gestion.

## **B- Objectifs de l'étude et hypothèses**

### **1- Objectif de l'étude**

L'objectif général de notre étude est d'apprécier les éléments qui participent à la dégradation du portefeuille crédit au sein de CLCAM Vallée/ADJOHOUN. De façon spécifique il s'agira de :

#### **Objectif spécifique 1 :**

Analyser les indicateurs de qualité du portefeuille crédit à la CLCAM Vallée siège ADJOHOUN ;

#### **Objectif spécifique 2 :**

Identifier et analyser les modalités dominantes des impayés.

### **2- Hypothèses**

Pour mener à bien notre recherche, nous émettons certaines hypothèses qui seront vérifiées tout au long de l'étude.

**Hypothèse 1 :** Le manque de suivi rigoureux des clients diminue le taux de remboursement ;

**Hypothèse 2 :** Le nombre d'échéance est un déterminant important de dans le remboursement de crédits.

## **Section 2: Revue de littérature et méthodologie**

La revue de la littérature sera faite dans une première partie, et une deuxième sera consacrée aux contributions antérieures d'une part et d'autre part à la méthodologie de l'étude.

### **Paragraphe 1 : Revue de littérature**

#### **1- -Clarification des concepts liés au thème**

Afin de parler le même langage dans la lecture de ce document et d'éviter toute ambiguïté, il est nécessaire, d'essayer de clarifier quelques concepts de base.

#### **2- Notion de micro finance**

La micro finance peut être perçue comme l'offre de services financiers de proximité. Cette définition sommaire, ne rencontre pas très souvent l'assentiment de tous. D'après certains, « la micro finance » ou « système de financement décentralisé » est un outil qui permet de préparer la population à faibles

revenus à accéder au système bancaire.

Pour James Wolfensen (1998), Président de la Banque mondiale : « La micro finance représente un des outils que la Banque mondiale utilise pour essayer de réduire la pauvreté ».

Pour les spécialistes, (Rapport BCEAO/BIT ,1997) « la micro finance regroupe une variété d'expérience d'épargne et/ou de crédit, diverses par la taille, le degré de structuration, la philosophie, les objectifs, les moyens techniques, financiers et humains mis en œuvre pour les populations à la base avec ou sans le soutien technique et/ou financier des partenaires extérieurs en vue d'assurer l'autopromotion économique et sociale de ces populations ». Avant le développement des institutions ayant actuellement en charge, les activités de micro finance étaient liées à l'usure, qui consistait aux prêteurs locaux, à accorder de petites sommes à des taux prohibitifs. Cette activité, au lieu de stimuler le développement des micros entreprises, servait plutôt à enrichir l'usurier.

La micro finance est une finance de proximité par opposition aux longues procédures administratives des banques commerciales. Agnikpe<sup>1</sup> a présente la définition des praticiens qui est celle-ci « la micro finance est un outil performant au service du développement à la base. Elle constitue l'un des leviers essentiels de lutte contre la pauvreté en augmentant les revenus, en créant des emplois et en diminuant les dépendances vis-à-vis des fournisseurs et usuriers ».

Le terme micro finance n'est apparu qu'à la fin des années 1970 à la suite de l'initiative du professeur Muhammad Yunus qui fonda la Grameen Bank du Bangladesh. Le système financier décentralisé (SFD) joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et dans l'amélioration des conditions de vie des ménages surtout ruraux. Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), même si les IMF identifiées ont des pratiques différentes, elles naissent avec l'appui des bailleurs de fonds et certaines évoluent vers le sociétariat afin d'atteindre une autonomie, le gouvernement béninois à travers la cellule de Micro finance du Ministère des finances et de l'Economie a insisté sur la nécessité pour les SFD de disposer d'une liberté totale dans la définition de leur politique. Ces institutions sont toutes régies par la loi PARMEC et ceci dans une perspective de compétitivité.

### *3- Crédit*

« Le crédit peut être défini comme étant la mise à la disposition effective d'un bien ou d'un pouvoir d'achat contre la promesse de remboursement dans un délai, le plus souvent avec rémunération du

service rendu et du risque encouru ».

Dans ces conditions, le crédit doit répondre à une double contrainte à savoir la viabilité de l'institution et la rentabilité de projet pour lequel il a été accordé.

Selon la théorie de l'intermédiation financière, le crédit est considéré comme étant un produit du processus de cette intermédiation .Il permet de rendre disponible en temps opportun un surplus de liquidité ou d'augmenter le pouvoir d'achat des paysans pour leurs besoins agricoles (Adams et al 1980).

D'après la Banque Mondiale (1997), « les SFD se distinguent par leurs perspectives de pérennité et la qualité des services rendus .Pour assurer leur pérennité, les SFD doivent être techniquement et financièrement autonomes d'une part, puis l'impact et la qualité des services rendus appréciables d'autre part. Dans ce contexte, « Seuls les taux d'intérêts pratiqués dans chaque SFD permettent d'améliorer le rendement, de couvrir les charges et de renforcer la capitalisation à travers les réserves et le report à nouveau » (Biotchane A.).

- Crédit à court terme, les crédits dont la durée de remboursement y compris tout différé éventuel n'excédant pas 12 mois ;
- Crédit à moyen terme, les crédits dont la durée de remboursement y compris tout différé éventuel est supérieure à 12 mois et inférieure à 36;
- Crédit à long terme, les crédits dont la durée de remboursement y compris tout différé éventuel supérieure à 36 mois.

De même, en fonction de leur degré de recouvrement, la loi distingue les crédits sains dont les échéances de paiement sont régulièrement respectées. Les crédits en souffrance sont par contre ceux dont une échéance au moins est impayée depuis plus de trois mois.

#### *4- Micro Crédit*

Le micro-crédit un outil de développement local. La mission sociale d'un SFD consiste à proposer des services financiers à la portée des personnes n'ayant pas accès au système bancaire classique.

Pour autant, une IMF à un mérite financier et par lequel exige la plus grande rigueur de gestion. Pour concilier au mieux ces deux missions, l'IMF doit disposer des critères rigoureux de sélection de projets qu'elle est disposée à financer permettant ainsi la création de micro entreprises et la création

d'emploi.

Les micros crédits constituent une « demande financière qui se manifeste essentiellement au sien des populations pauvres dont la majorité se vie dans des zones périurbaines .autrement dit, les micro-crédits représentent un fonds de commerce de faible niveau octroyés à des personnes frappées par la pauvreté monétaire mais économiquement actives et qui s'organisent autour de la micro-entreprise.

#### 5- *Notion de garantie*

Azocli René, dans l'étude sur le système de prévision et de gestion et de risque d'insolvabilité du PADME, a présenté la garantie sous deux formes :

- Dans un premier temps l'auteur définit les garanties comme l'ensemble des éléments qui prouvent la bonne moralité de l'entrepreneur et la rentabilité de l'entreprise. Mais cette forme de garantie n'est pas subjective et semble insuffisante parfois pour assurer le recouvrement de crédit. En effet la gestion des fonds ne se fait pas toujours dans l'orthodoxie, ce qui engendre alors assez de difficultés lors du recouvrement.
- Dans un second temps, il a recours à d'autres formes de garanties pour protéger les crédits octroyés. Il s'agit de la caution solidaire, les garanties financières et sûretés réelles. On pourrait définir ces formes de garanties comme étant l'ensemble des biens (matériels et financiers) et autres éléments de pression sociale servant de gage aux promoteurs en cas d'incapacité de paiement.

Pour ce fait, la CLCAM exige les deux formes de garanties (matérielles et financières) en fonction du montant de prêt demandé.

#### 6- *Performance financière*

D'après Laurette Soualy et Damien Tokou (2008) « Une institution de micro finance peut être considérée comme financièrement viable ou performante si son taux d'intérêt débiteur (non subventionné) est au moins égal au coût de chaque unité monétaire prêtée. La viabilité financière peut ainsi être définie comme la capacité d'une IMF à offrir des services financiers à sa clientèle sans pour autant compter sur un appui extérieur.

Dans la revue éditée par MIX (2005), il est noté que les clients des IMF paient des charges financières sur les prêts reçus et autres services financiers sous forme d'intérêts, de pénalités et de commissions. Ces intérêts constituent des produits financiers pour les IMF et comprennent également

le revenu d'autres actifs financiers tel que le revenu d'investissement. Les activités financières d'une IMF génèrent également diverses charges, depuis les charges d'exploitation et le coût des emprunts jusqu'au provisionnement pour pertes potentielles sur les prêts en défaut de paiement. Ainsi, la maîtrise des charges liées aux opérations de prêts serait nécessaire pour atténuer l'évolution des taux débiteurs et éviter que les coûts de crédit soient accablants pour les investisseurs.

#### 7- *Indicateurs de la rentabilité*

Selon G. Langlois et M. Mollet (1994) la rentabilité se définit comme « Le rapport entre un profit et les moyens en capitaux ayant permis de l'obtenir ». Celle-ci doit pouvoir utiliser une partie de ses produits pour payer toutes les charges d'exploitation, offrir des services adéquats à ses membres et avoir un rendement satisfaisant pour assurer son avenir. Une entreprise atteint sa rentabilité lorsque le total de ses produits d'exploitation dépasse le total de ses charges ; on parle alors d'autonomie ou d'autosuffisance financière.

#### 8- *Indicateurs de la qualité du portefeuille*

La source de risque la plus importante pour une institution financière réside dans son portefeuille de crédits. Non seulement le portefeuille de crédits est important pour une IMF. Mais en outre, la qualité de cet actif et donc le risque qu'il porte pour l'institution, est assez difficile à mesurer. Pour les institutions de micro finance, dont les crédits, typiquement, ne sont pas couverts par des garanties facilement réalisables, la qualité du portefeuille est absolument cruciale. La mesure la plus couramment utilisée pour la qualité du portefeuille dans l'industrie de la micro finance est le Portefeuille à Risque (PAR), qui mesure en fait la partie du portefeuille qui est « contaminée » par les impayés, en pourcentage du portefeuille total.

#### 9- **Le portefeuille à risque**

Le portefeuille à risque indique la proportion du portefeuille qui accuse un retard dans le remboursement. Ce ratio est exprimé en pourcentage du portefeuille de prêt encours. « un crédit est dit à risque à X jours, s'il a connu au moins un retard de paiement de plus de X par rapport à l'échéancier prévu » Boxe (2009 :25). Le PAR est classé en plusieurs catégories suivant le nombre de jours de retard de paiement.

##### a) **PAR d'un jour (5%)**

Le calcul de ce ratio est : encours de crédit comportant au moins une échéance impayée d'au moins

un jour par rapport à l'encours effectif net des apurés (impayés supérieur à 24 mois) ce taux est 5%(manuel de procédure). Et ce niveau il n'a pas de dotation aux provisions

**b) PAR de 30 jours (3%)**

Quant à ce ratio : l'encours de crédit comportant au moins une échéance impayée d'au moins 30 jours par rapport à l'encours effectif net des apurés (impayés supérieur à 24 mois) ce taux est 3%(manuel de procédure).

. En calculant le ratio du PAR c'est comme si on a le degré de dégradation de portefeuille crédit ABRAMS (2003 :6). A ce niveau également il n'y a pas de dotation

**c) PAR 90jrs (<3%)**

Le portefeuille à risque de 90 jours est encours de crédit comportant au moins une échéance impayée d'au moins 90 jours par rapport à encours effectif net des apurés (impayés supérieur à 24 mois) ce taux est 2%(manuel de procédure).

Ce ratio fournit aux gestionnaires un portrait de la situation du portefeuille de prêt à un moment précis. Lorsque l'impayé dépasse 90jrs l'IMF passe au calcul du ratio de dotation aux provisions de 90jrs qui s'obtient en appliquant 40% sur le montant de PAR de 90jrs. En calculant ce ratio l'IMF considère provisoirement que le montant qui est provisionné est à sa charge.

**d) PAR 180 jours (< 2%)**

Le PAR de 180 jours est : encours de crédit comportant au moins une échéance impayée d'au moins 180jours par rapport à encours effectif net des apurés (impayés supérieur à 24 mois) ce taux est inférieur à 2%(manuel de procédure).Le calcul du ratio de dotation se fait aussi à ce niveau et s'obtient en appliquant 80% sur le montant du PAR 180 jours. Le calcul de ce ratio permet à l'IMF d'avoir une idée sur la charge à supporter au cas où l'emprunteur ne va plus rembourser son crédit. Il faut noter qu'après un (01) an c'est-à-dire après (360) jours une dotation de 100% est faite et le crédit sera déclassé en perte mais l'IMF continue ses actions de recouvrement pour essayer de récupérer la somme

✓ Dotation aux provisions

Le crédit en souffrance ou impayé doit être provisionné compte tenu qu'il y a un risque de non remboursement. Jimenez (2008 :143) « comme dans le cadre des risques de crédit, une provision ex

Ante est constituée au bilan pour faire face aux conséquences d'un sinistre potentiel ». Abrams (2003, 9) le ratio de dotation aux provisions

- ✓ Taux de couverture des risques (>40%)

Abrams al (2003 :11) le ratio de couverture de risque se calcule en divisant les ressources pour les créances douteuses en cours des crédits présentant des échéances impayées de x de 30jrs.

#### *Indicateurs d'efficacité et productivité*

Les indicateurs d'efficacité et de productivité sont des mesures de performance qui montrent la manière dont les institutions rationalisent le traitement de leurs opérations. Les indicateurs de productivité reflètent la quantité d'output par unité d'input, alors que les indicateurs d'efficacité prennent en compte en plus le coût des inputs et/ou le prix des outputs.

Ils se consacrent particulièrement à l'acquisition, à l'utilisation, au développement et à la satisfaction optimale des ressources humaines.

- ✓ *Ratio*

Selon Langlois et Mollet (1994) un ratio est défini comme « le rapport entre deux grandeurs caractéristiques de l'activité, de la situation économique ou des performances d'une entreprise » ; Ainsi que sur les caractéristiques financières qu'elles permettent de mettre en évidence.

- ✓ *Impayés*

Dans une analyse de cas des impayés, Lidgerwood (1999) dira que « la gestion des impayés nécessite un examen complet des méthodes de crédits, de procédures opérationnelles et l'image institutionnelle de l'IMF. Les problèmes d'image sont les plus souvent le résultat d'une mauvaise conception des produits de prêt et des procédures d'octroi de prêt ». Lanha ajoute dans son revue "le Monde en développement" n°119, les Institutions de Micro Finance doivent échanger les informations entre elles afin que ces dernières se partagent les expériences.

D'autre part, les IMF doivent être conscientes que les retards ne sont pas toujours le fait que les emprunteurs n'ont pas l'intention de rembourser. Par ailleurs, les auteurs du programme de renforcement des capacités dans les IMF en Afrique Francophone (CAPAF) affirment dans le même sens que Joanne L. « les emprunteurs ont le comportement de remboursement rationnel basé sur un calcul d'avantage et de coûts. Les IMF doivent plus d'incitation au remboursement

des prêt et réduction des inconvénients qui y associé.

Partant du constat fait par Anne Joseph en 2000 que les échéances sur le marché du crédit ne peuvent pas être analysées avec outils de la théorie néoclassique, car le taux d'intérêt n'est pas seulement un prix qui sert à ajouter l'offre et de demande de crédit, il est aussi une promesse de remboursement faite par l'emprunteur au prêteur. C'est le comportement des banques et les IMF sur le marché de crédit.

Ainsi dans l'activité de l'octroi de crédit, la banque supporte des asymétries d'informations ex ante et ex post, il n'est pas certain que les emprunteurs respectent leur engagement de remboursement.

Afin de favoriser l'allocation des ressources financières et de prémunir des risques liés à ces asymétries d'information, la banque se trouve contrainte de prêter à certains emprunteurs : le phénomène de rationnement de crédit que Anne Joseph définit comme une situation d'équilibre ou de taux d'intérêt en vigueur n'est celui qui égalise l'offre de crédit et la demande de crédit.

Par ailleurs, Honlonkou et al (2001), dans une étude de problématique de remboursement des crédits dans les SFD aboutissent à des conclusions dont les plus illustratives dans le cas d'espèce sont les suivantes : les variables de motivation sont telles que la soumission de projet de rentabilité a été étudiée, le taux de dépôt ou d'épargne préalable, l'expertise l'emprunteur sont des caractéristiques principes d'un bon petit emprunteur. Le prolongement de la durée du service du personnel de l'IMF dans une caisse ou agent de crédit, le relâchement de l'étude sérieuse des dossiers des clients assidus sont nuisibles à la performance des caisses en matière de remboursement.

#### **- Les contributions antérieures**

Dans le rapport de Hounbedji Sur « l'analyse diagnostique de la performance financière d'une IMF : cas de la CLCAM de DJEREGBE » (2010), il suggère à la CLCAM de :

- ❖ renforcer les activités d'audit et de contrôle interne en accordant au Département Audit et Inspection de la FECECAM et ses démembrements régionaux toute leur indépendance et les moyens adéquats en vue de la réussite des missions à elle assignées par le Réseau ;
- ❖ pour réduire les risques de non remboursement des prêts octroyés, la CLCAM

DJEREGBE doit mettre en place des mécanismes clairs de mise en place et de suivi des prêts qui fixent les responsabilités de tous les intervenants, les modalités d'intervention et le cadre opératoire. Le suivi des clients doit être effectif et cela éviterait les détournements de crédits de leur objet qui constituent une source d'impayés.

Lafia M. et Sanni M. (2009) dans leurs rapport portant sur « l'effet de la gouvernance sur la performance des CLCAM », proposent aux CLCAM de :

- créer le comité de crédit dans certaines CLCAM afin de pallier aux problèmes de lenteurs dans le processus d'octroi de crédit et favoriser l'accélération des dossiers ;
- le renforcement des ressources humaines en quantité et en qualité contribuerait d'une part à renforcer le conseil de surveillance (CS) en le dotant de ressources qualifiées et d'autres part à pallier au cumul de fonctions dans les CLCAM ;
- une fois la ressource humaine mobilisée il faut donc disposer d'une bonne politique de motivation à travers les primes de portefeuille surtout aux agents de crédit et aussi à tous ceux qui doivent veiller à l'exécution des décisions à travers les tâches. Tout ceci participera à l'amélioration de la performance économique.

Kodjia S. et Bouraima (2008) dans leur mémoire portant sur la contribution à la gestion et au recouvrement de crédit »proposent à la CLCAM :

- instaurer un code de remboursement qui tient compte des périodes de rentrée d'argent de l'activité de façon à avoir une répartition sur toute la durée du prêt. Toutefois, il faudra donner priorité au remboursement hebdomadaire et mensuel ;
- approfondir l'étude technique des dossiers de façon à bien déterminer le coût réel du projet, l'apport personnel du client ainsi que le complément permettant la réalisation du projet.

## **PARAGRAPHE 2 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE**

La méthodologie de recherche peut être définie comme étant l'ensemble des techniques utilisées pour la réalisation d'un travail d'étude scientifique. Elle constitue donc l'ensemble des démarches successives d'atteindre un résultat envisagé.

### **A) Les outils de collecte des données**

Afin d'obtenir les données nécessaires à la réalisation de notre travail, nous avons adopté la

---

démarches de collecte suivant : l'observation directe, la recherche documentaire et la recherche sur l'internet.

### **1) L'observation directe**

L'observation directe nous a permis d'avoir un bref aperçu sur les emprunteurs et de mieux connaître les différentes techniques utilisées par la structure pour mieux servir ces clients.

### **2) La recherche documentaire**

La recherche documentaire est le moyen essentiel de collecte des données pour notre étude. A cet effet ; les registres, les dossiers d'enregistrement des clients et divers ouvrages ou mémoires ont été consultés. Ainsi à l'interne, nous sommes intéressés aux statistiques liées au portefeuille de crédit et les états financiers.

### **3) La recherche sur l'internet**

En plus des informations obtenues à partir des moyens précédemment cités, nous avons fait aussi recours à la recherche sur le web (internet). Elle nous a permis d'élargir notre champ de compréhension sur le sujet d'étude.

## **B) Méthodes et outils d'analyse**

En effet le travail est fait à l'aide de la statistique descriptive à travers les fréquences, les paramètres de position (moyenne arithmétique) et l'analyse économétrique. Ainsi les outils relatifs à chaque objectif spécifique ont été utilisés et se présentent comme suit :

#### **1- Les modalités d'octroi de crédit**

##### **a- Spécification du modèle**

L'octroi de crédit à un client est une décision suite à une analyse entre l'agent de crédit et les membres du comité de crédit à travers certains critères. Cependant divers modèles économétriques peuvent être utilisés pour analyser la décision d'octroi de crédit au client. Dans le cadre de notre étude, compte tenu des variables que nous avons à notre disposition nous avons opté pour la régression « logit » car cette méthode permet d'expliquer une variable dépendante en fonction des variables explicatives. Nous avons défini cette variable dépendante en dummy. Elle prend la valeur 1 si les crédits ont été remboursés à l'échéance et 0 s'il y a eu au moins une

défaillance intervenue dans le remboursement du crédit. Mettant en relation le crédit octroyé avec les critères de sélection et certaines caractéristiques propre à chaque type de clients. La régression par les MCO est une méthode qui permet d'estimer les coefficients d'une régression linéaire multivariée en minimisant la somme des carrés, des erreurs et d'obtenir des estimations BLUE (Best Linear Unbiased Estimator). Cette méthode nous permet à rechercher une relation pouvant éventuellement exister entre l'ETAT du CREDIT (variable expliquée) et les critères de sélection (variables explicatives). La formulation du modèle de cette étude se présente comme suit :

$$y = \alpha + X\beta + \varepsilon$$

La forme empirique complète du modèle est :

$$ETAT - CREDIT = \alpha + \beta_1sex + \beta_2secta + \beta_3typcred + \beta_4delremb + \beta_5nombéché + \beta_6garan + \beta_7nombenf + \beta_8local + \beta_9propmaiso + \beta_{10}nivéducat + \beta_{11}age$$

Avec sex, secta, typcred, delremb, nombéché, garran, nombenf, local, promaison, nivéducat, age, représentent respectivement :

sexe, secteur d'activité, type de crédit, délais de remboursement, le nombre d'échéance, la garrantie, nombre d'enfants, la localité, propriétaire de maison et niveau d'éducation, age.

$\beta$  le vecteur des coefficients à estimer,  $\alpha$  le terme constant et  $\varepsilon$  le terme d'erreur.

Les données utilisées sont des données secondaires et sont en coupe instantanée. Elles sont constituées des caractéristiques du portefeuille de crédit des clients. Le tableau suivant (annexe) présente les variables explicatives de notre travail avec leur explication.

### **b- Validation de la régression**

La qualité du modèle peut être appréciée en utilisant la significativité globale. Le test de significativité globale de la régression grâce à la statistique F de Fisher permettra de tester si les variables prise ensemble affectent linéairement la variable dépendante. Ainsi le modèle est globalement correct lorsque la probabilité ( $Prob > F$ ) serait inférieure à 5%. Les variables les plus influentes seront déterminées compte tenu de la significativité des coefficients. Les coefficients seront jugés significatifs si la probabilité p-value est inférieure au seuil de 5%.

## **2- Les outils d'analyse**

La méthode d'analyse utilisée, dans le but d'atteindre les objectifs fixés par cette étude, est essentiellement quantitative. Les données ont été saisies et traitées à l'aide des logiciels EXCEL 2010 et STATA<sub>13</sub>. Le traitement de texte a été réalisé avec WORD 2010.

## **3- La source des données**

Les données utilisées sont des données secondaires en coupe instantanée et se portent sur le portefeuille de crédit des clients.

En général, la CLCAM d'ADJOHOUN compte environ 702 emprunteurs actifs. Compte tenu de la disponibilité des données, nous avons pu retenir 110 dossiers d'emprunteurs soit 15,67%. Ces données statistiques sont collectées dans les documents statistiques de la CLCAM d'ADJOHOUN.

## CHAPITRE II

### RESULTATS, INTERPRETATION, VALIDATION DES HYPOTHESES Et RECOMMANDATIONS

## **Section 1 : présentation, analyse et interprétation**

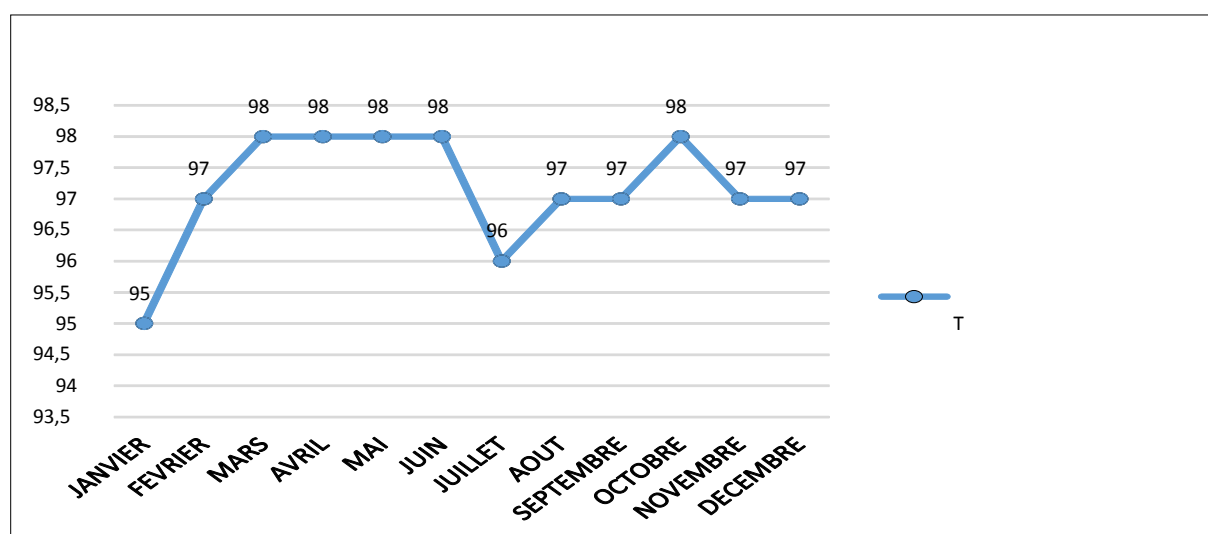
Cette partie sera consacrée à la présentation et à l'analyse des données respectivement dans deux paragraphes.

### **Paragraphe 1 : Présentation des résultats**

Il s'agit ici de présenter les résultats

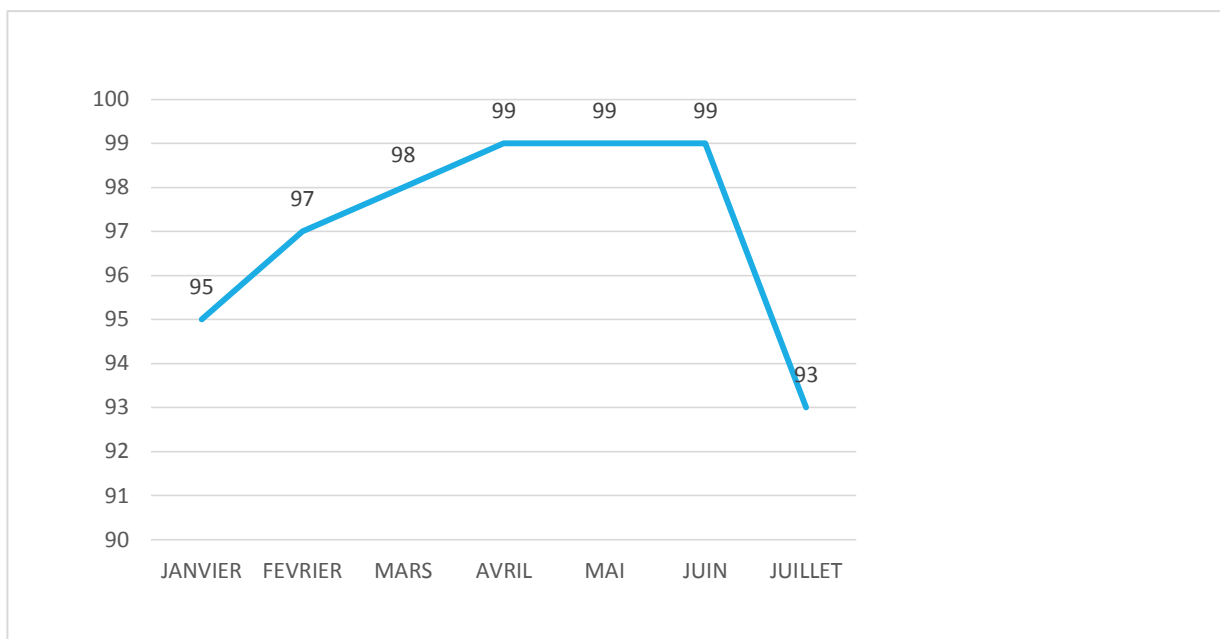
#### **A- Présentation et Analyse des remboursements du prêt des clients sur une période d'étude**

##### **Graphe n°1 : L'évolution du taux de remboursement de l'année 2015**



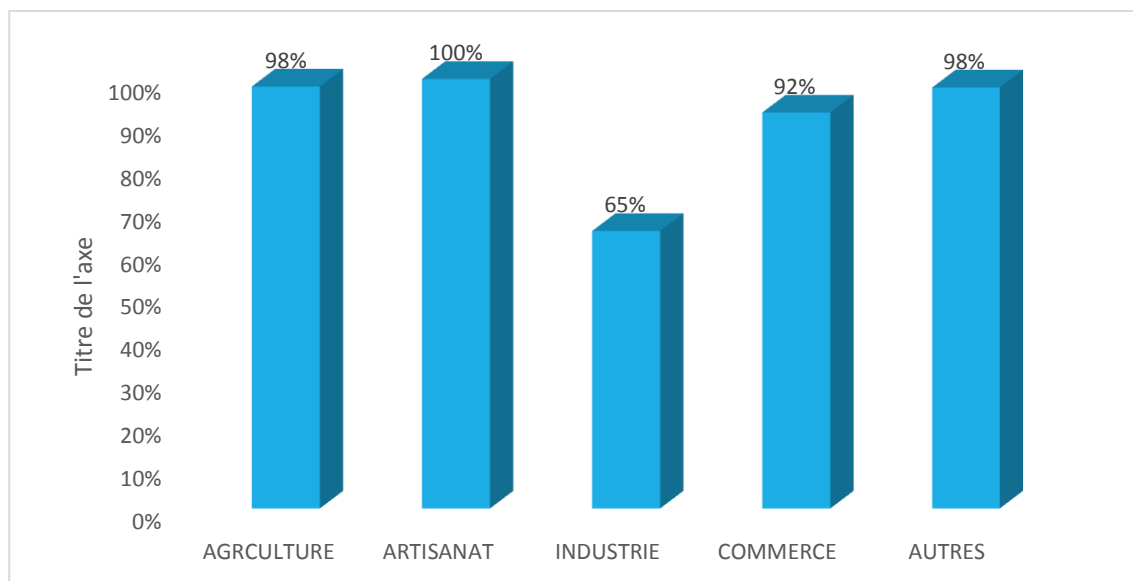
En 2015 du mois de janvier au décembre le taux de remboursement n'a pas connu un niveau stable dans le temps ça a augmenté de 95% à 98% du janvier en juin, et de juin en décembre ça a connu un niveau moyen de 97%

**Graphique n°2** : L'évolution du taux de remboursement de janvier à juillet 2016



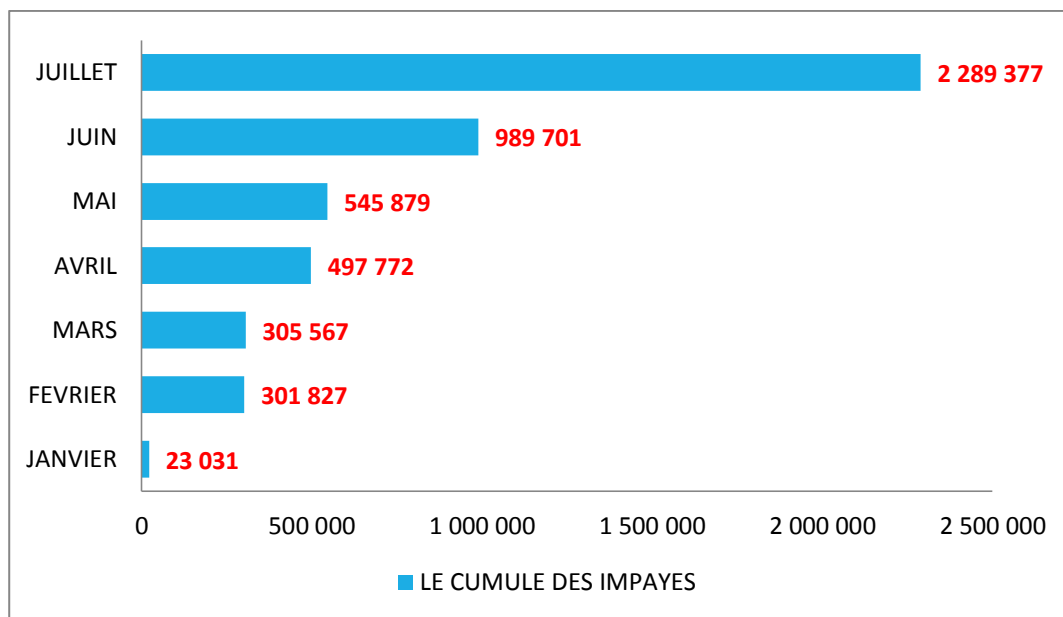
Nous observons que de janvier 2016 en juin le taux de remboursement connaît une augmentation de 95% à 99% mais de juin à juillet ça a chuté jusqu'à 93% et a dépassé le niveau de 2015 ce qui montre que les clients respectent de moins en moins leurs engagements à l'égard de l'institution.

**Graphe n°3** : L'évolution du taux de remboursement par secteur d'activité en Avril 2016



Les données montrent que parmi tous les secteurs d'activités auxquels la CLCAM VALLEE ADJOHOUN a accordé de prêt c'est le secteur industriel qui a causé plus de problème avec un taux de remboursement de 65% alors que les autres sont dans l'intervalle de 92 à 100%

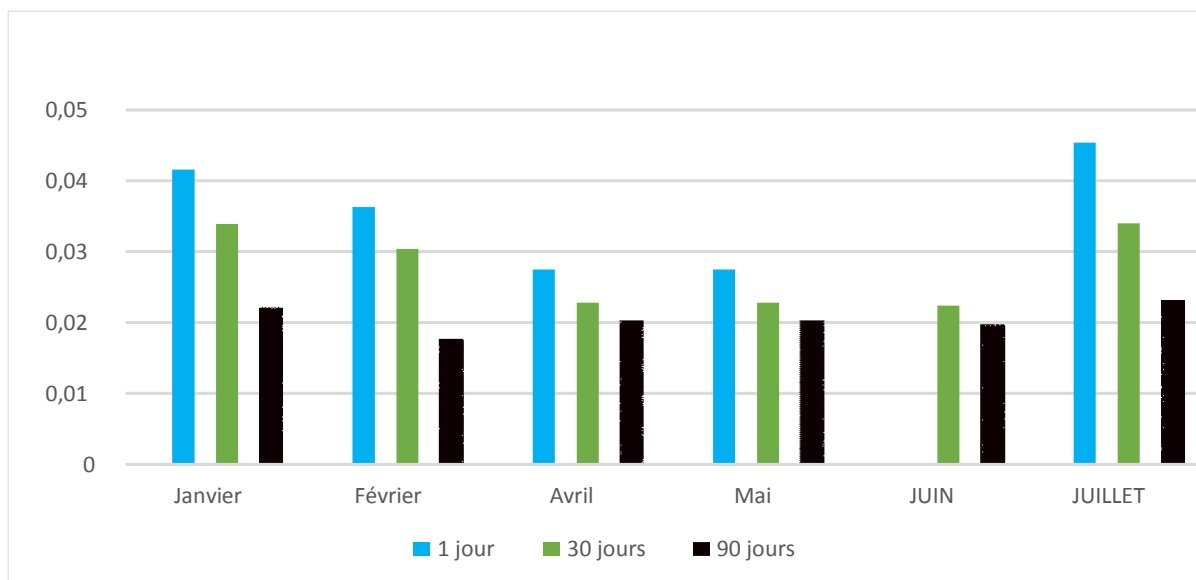
**Graphe n°4** : Le cumule des impayés par mois 2015



Les chiffres montrent qu'en 2015 de janvier en juillet le montant des impayés a augmenté de 23031 à 2289377 ce qui montre que, plus le temps évolue plus les clients tombent en impayés

**B- Présentation des indicateurs de qualité du portefeuille crédit sur une période d'étude**

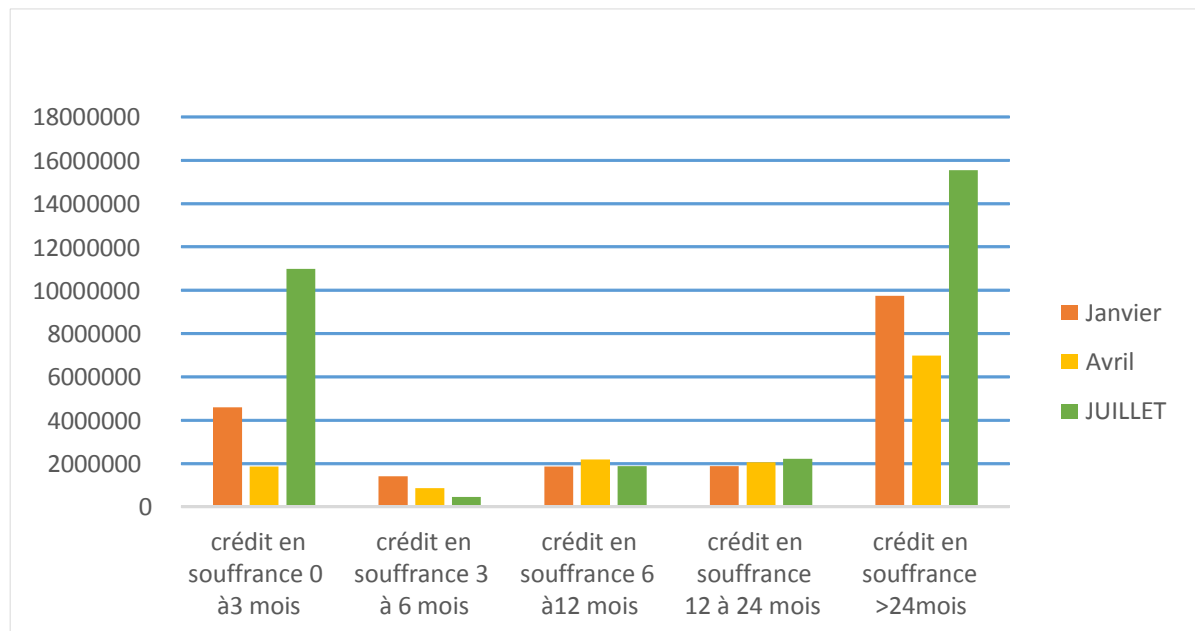
**Graphe n°5** : L'évolution du portefeuille à risque de Janvier, février et avril 2016.



Les portefeuilles à risque d'un jour, trente jours et quatre-vingt-dix jours évoluent en dent de scie.

On constat que le portefeuille de trente jours et de quatre-vingt-dix jours dépassent la norme qu'exige l'Instruction de la BCEAO pour les mois de janvier et juillet.

**Graphe n°6** : L'évolution des crédits en souffrance de Janvier et avril 2016



Le graphe 6 montre que le mois de juillet enregistre un important montant de crédit en souffrance qui à voisine 16000000f.

### C- Analyse économétrique

Face à cet état de chose, le résultat de notre estimation relate la variabilité du crédit accordé à 110 clients avec leur caractéristique respective. Le modèle est globalement significatif même à 1% (Prob>F=0,000) avec un  $R^2$  ajusté égal à 0,8924, ce qui signifie que 89,24% du crédit octroyé est expliqué par le variable à expliquer et les variables explicatives pris en compte dans le modèle.

Parmi ces variables prises nous avons âge, secteur d'activité, nombre d'enfant ne sont pas significatif ( $P > |t|$  supérieur à 1%, 5% et 10%); ce qui montre que ces variables n'ont pas tellement d'effet sur le crédit.

Cependant, les variables comme la durée de remboursement et la distance de la localité du client sont significatives à 10% tandis que le niveau d'éducation est significatif au seuil de 5%.

Enfin les variables comme le sexe, type de crédit, nombre d'échéance, la garantie et la propriété d'une maison ont un effet significatif sur la variable expliquée ( $P > |t|$  inférieur à 1%,). Ces effets sont de signe soit positif ou négatif. Ainsi le coefficient des variables nombre d'échéance, âge, propriétaire de maison, le niveau d'éducation et le nombre d'enfant ont un signe négatif ce qui explique un effet négatif sur la variable dépendante. Cela s'explique par le fait que le nombre d'échéance est le nombre de fois que le client doit rembourser peu à peu le montant du crédit jusqu'à solder la totalité. Plus le nombre d'échéance est grand moindre le crédit est vite remboursé pour servir d'autres clients. En effet, après avoir défini le nombre par eux même ; ces clients ayant reçu le crédit, chacun d'eux s'organise pour rembourser le quota du crédit échu suivant un délai préétabli sur l'échéancier. La somme mensuelle de quotas de tous les emprunteurs constituent maintenant le montant échu.

## **Paragraphe 2 : Interprétation et validation des hypothèses**

### **A- Interprétation des résultats**

La gestion du portefeuille de crédit jugée primordiale dans le processus de renforcement des compétences des ressources des institutions de micro-finance (IMF), en particulier des agents de crédit. Dans le cadre de notre travail, il a été convenu d'analyser les remboursements, les indicateurs de qualité du portefeuille crédit et les modalités dominantes d'octroi de crédit.

Pour ce qui concerne le remboursement des crédits, il est prévu que la CLCAM VALLEE ADJOHOUN reçoit une part des crédits accordés appelé montant échu à chaque échéance. Dans ce cadre, le premier mois de l'année 2015 s'est baissé avec un taux de remboursement de 95% (graphe n°1). Mais au dynamisme de l'institution ce taux atteint 98% dans les cinq mois (février, mars, avril, mai, juin) qui suivent. Mais cette coordination n'a pas pu maintenir son gap du fait qu'il a eu manqué de constance avec une baisse de 2% de remboursement pour le mois de Juillet cette année puis reprendre sa croissance au mois suivant. Au cours de l'année 2016, le taux de remboursement a connu une croissance du mois de janvier jusqu'en juin, mais force est de constater que ce taux a chuté en juillet de 6% (soit 93%). Cette baisse du taux de remboursement est observée à la fin du mois de juillet 2016 (graphe2). Nous pouvons conclure que pendant les mois de juillet, les activités sont aux ralenties du fait que la plupart des consommateurs sont des élèves ; et qu'ils sont partis en vacances.

Cette représentation de graphiques 3 ci-dessus nous renseigne sur le taux de remboursement des secteurs d'activité. Ainsi nous constatons que ce sont les secteurs industrie et commerce qui n'ont pas honoré leur engagement de remboursement sur la période.

La conséquence de ces observations est si importante à ce qu'une solution urgente aurait être inévitable. Le graphe n° 4 montre cet effet en termes de montants impayés. Au cours des sept (07) premiers mois de l'année où la structure a enregistré des impayés à une hauteur de 2 289 377 F CFA.

#### Commentaire des graphes 5 et 6

Le graphe 5 représente le taux de contamination du portefeuille. Ainsi, le taux élevé du PAR d'un jour des mois de janvier et juillet (4,39 et 4,54) qui tend vers la normale qui est de 5% montre que le portefeuille court un grand risque qui doit attirer l'attention des dirigeants à revoir leur politique de gestion. Le taux de PAR de 30 jours pour les mois de janvier et juillet 2016 est supérieur à la normale qui est de 3%. Quant 'aux PAR de 90 jours inférieur à la normale.

Le graphe 6 présente le montant de créance en souffrance du mois de janvier jusqu'en juillet 2016. Le montant de crédit en souffrance est élevé à la fin du mois de janvier et diminue dans le mois d'avril grâce à une politique de recouvrement qui n'a pas pu maintenir son gap en juillet où on observe le montant d'impayé de 29205381,59 Francs

### **B- Validation des hypothèses**

Au terme de l'analyse des informations recueillies, nous allons tirer les conclusions appropriées à travers la vérification des hypothèses posées. Par rapport à nos analyses, nous sommes en mesure de confirmer ou infirmer les hypothèses pour atteindre les objectifs fixés.

#### ➤ **Première hypothèse**

De l'analyse du graphe n°1 on note une manque de dynamisme de contrôle des clients. Ce contrôle se fait pas des visites des agents pour vérifier l'effectivité du l'objet des crédits et d'apporter si il y a lieu afin que les clients se conforment aux échéances. Ce mécanisme n'ayant pas été régulier ce qu'est expliqué la diminution continue du taux de remboursement du mois de Janvier et Juillet des deux années consécutives. L'hypothèse selon laquelle le manque de suivi rigoureux des clients diminue le taux de remboursement est donc confirmée.

➤ **Deuxième hypothèse**

Pour la vérification de la deuxième hypothèse, nous nous sommes basés sur l'analyse de notre régression. Il ressort de là que les variables suivantes sexe, le type de crédit, nombre d'échéance, propriété d'une maison et la garantie sont significatif au seuil de 1%. Cela signifie qu'à 99% ces variables ont un effet non nul sur le crédit. On peut alors dire que ces variables ont non seulement des influences sur l'octroi d'un crédit mais constituent ainsi des déterminants du crédit. Le nombre d'échéance a un coefficient négatif. D'où notre deuxième hypothèse selon laquelle le nombre d'échéance est un déterminant important de l'octroi de crédit est confirmée.

## **Section 2 : Limites et recommandations**

### **Paragraphe 1 : Limites de l'étude**

Notre étude est portée sur la CLCAM VALLEE ADJOHOUN. Aux cours de nos séjours pour le stage et la rédaction de notre mémoire aux près de cette institution, plusieurs difficultés ont été rencontrées parmi lesquelles nous pouvons citer :

- ✓ L'indisponibilité de personnels à l'agence à nous fournir des informations nécessaires et à temps ;
- ✓ Difficulté à avoir accès aux données à cause de leurs confidentialités.

### **Paragraphe 2 : Recommandation**

- ✓ Une bonne gestion de son portefeuille crédit passe alors par une réduction des retards de paiement en utilisant une procédure de mise en place et du suivi du prêt efficace ;
- ✓ Il faudrait que les dirigeants de cette institution renforcent l'agent de crédit pour qu'il puisse mieux s'occuper du portefeuille crédit ;
- ✓ La défaillance dans la procédure d'octroi du crédit et l'inefficacité du système de suivi des clients sont à la base de la dégradation du portefeuille crédit de la CLCAM d'ADJOHOUN. Cela s'explique par le fait que l'institution octroi des prêts à des emprunteurs qu'elle ne maîtrise pas bien ;
- ✓ Ainsi il faudra que la CLCAM d'ADJOHOUN revoie son organisation interne, sa politique de mise en place et du suivi du crédit. Pour ce fait il faut qu'elle se département dans le

suivi et de recouvrement pour éviter le détournement de crédit.

- ✓ Il faudra également qu'elle fasse beaucoup de recherche afin d'éviter les clients de mauvaise foi ;
- ✓ Enfin la CLCAM d'ADJOHOUN doit mener des actions aussi pour encourager les clients à respecter leurs engagements en utilisant les méthodes d'incitations dynamiques comme la réduction du taux d'intérêt, augmenter le montant prêter à chaque renouvellement du contrat tout en analysant le besoin de financement réel de l'emprunteur.

**CONCLUSION**

Les Institutions de Micro Finance constituent un instrument important de financement de l'économie aux côtés des autres intermédiaires financiers. Elles participent à la réduction de la pauvreté en favorisant le développement des activités économiques, sources de création de richesses et d'emplois.

En effet, la bonne gestion du portefeuille des Systèmes de Financement Décentralisé est un domaine très vaste qui n'est que partiellement défriché au BENIN. Cependant, au regard de l'évolution des activités de la CLCAM VALLEE, de son extension géographique, des résultats ; Nous pouvons affirmer que les diverses actions menées par l'institution ne sont pas vaines, il s'agit : des services de prêt, d'épargne, de transfert, domiciliation des salaires et autres.

Malgré ces efforts, la CLCAM VALLEE est confrontée à d'énormes difficultés d'ordre financier et organisationnel ; entre autre la mauvaise gestion du portefeuille crédit constituant l'un des problèmes majeurs de l'institution. L'ensemble de ces difficultés ont contribué dans une grande mesure à la non atteinte des objectifs de rentabilité que s'est fixée l'institution ces dernières années et qui dégrade petit à petit son portefeuille crédit puis la présence des entreprises concurrentielles l'oblige à revoir sa politique de gestion.

Les dirigeants devraient accorder une grande importance à la rentabilité afin d'obtenir de bons résultats sur le plan économique. Tout ceci afin d'être sans cesse compétitif dans un environnement où la concurrence s'est sans cesse accrue en raison de la prolifération des Systèmes de Financement Décentralisés.

Au regard des faiblesses révélées par notre étude, nous avons formulé des recommandations ou suggestions, que nous prions les responsables de la CLCAM VALLEE de mettre en exécution, afin d'atteindre les objectifs de rentabilité et de pérennité comme tout autre institution de micro finance d'ailleurs.

Cette étude, présente comme toute autre recherche un certain nombre de limites concernant les composantes de l'outil d'analyse de qualité de portefeuille crédit ; Le prolongement de ce travail pourrait prendre en compte l'analyse d'autres outils d'analyse.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Il s'agit du répertoire des écrits que nous avons utilisé au cours du travail (ouvrages de bibliothèques ou en ligne, des rapports d'activités, des mémoires, des guides) relatifs à notre thème de recherche.

### 1- *Ouvrages:*

**HONLONKOUN A., ACCLASSATO D., KOKOU R.** (septembre 2005), "impact de la micro finance sur la réduction de la pauvreté".

**J.ALBERTINI** et **SILEMA**(1995), "lexique d'économie" édition DALLOZ

**DUMOULIN R.** et **GBAKA A.** (1997), contrôle d'entreprise et réseau stratégique, comptabilité, contrôle et audit Vol.1 Tom3.

**FECECAM-BENIN** (2005), manuel de procédure comptable et administrative dans le réseau FECECAM-BENIN.

### 2- *Mémoires :*

**LAFIA M .et SANNI M.** (2009), « Effet de la gouvernance sur la performance des CLCAM », mémoire de fin de formation en DESS, FASEG/UAC.

**GASSOU F.** (2011), « Analyse de la procédure de gestion des crédits relatifs aux PIP sur ressources intérieures », mémoire de fin de formation en Science de gestion Option Finance UATM/GASA Formation.

**HOUNGBEDJI B.** (2010), « Analyse diagnostique de la performance financière d'une IMF : cas de la CLCAM de DJREGBE », mémoire de fin de formation en Science de Gestion Option Banque HECM.

### 3- *Sites Internet :*

[www.faseg/uac.bj](http://www.faseg/uac.bj)

[www.fececam.com](http://www.fececam.com)

ANNEXE

**Tableau 1: INDICATEURS DE QUALITÉ DU PORTEFEUILLE Au 30 Avril 2016**

N°	NOM DU RATIO	FORMULE	VALEUR	NORMES
1	Portefeuille classé à risque 1 jour	$\frac{\text{Encours des prêts ayant au moins une échéance impayée de 1 jour}}{\text{Montant brut du portefeuille de prêts}}$	2,75%	5%
2	Portefeuille classé à risque 30 jours	$\frac{\text{Encours des prêts ayant au moins une échéance impayée de 30 jours}}{\text{Montant brut du portefeuille de prêts}}$	2,28%	3%
3	Portefeuille classé à risque 90 jours	$\frac{\text{Encours des prêts ayant au moins une échéance impayée de 90 jours}}{\text{Montant brut du portefeuille de prêts}}$	2,02%	<3%
4	Taux de provisions pour créances en souffrance	$\frac{\text{Montant brut des provisions constituées}}{\text{Montant brut des créances en souffrance}}$	66,03%	> OU = 40%
5	Taux de perte sur créances	$\frac{\text{Montant crédits passés en perte sur période}}{\text{Montant brut portefeuille crédit de la période}}$	2,51%	< 2%

Ratios de rentabilité	Formules	Normes
Ratio de la capacité de remboursement	$\frac{\text{Bénéfice net} + \text{amortissement} + \text{Int. Sur emprunt}}{\text{MLT} \pm \text{surplus personnel}}$ $\frac{\text{Service de la dette de la dette MLT}(c + i)}{\text{MLT} \pm \text{surplus personnel}}$	$\geq 1,5$
Analyse de marge bénéficiaire brute	$\frac{\text{Bénéfice brut} \times 100}{\text{Ventes brutes}}$	Tendance stable ou positive
Analyse de la marge bénéficiaire nette	$\frac{\text{Bénéfice net} \times 100}{\text{Ventes brutes}}$	$\geq 10\%$
Délais de paiement des comptes clients	$\frac{\text{Comptes clients} \times 360 \text{ j}}{\text{vente}}$	
Délais de paiement des fournisseurs	$\frac{\text{Montant des comptes à payer} \times 360}{\text{Coût des ventes}}$	
Ratio de solvabilité	$\frac{\text{Dettes totales}}{\text{Avoir net}}$	$\leq 0,5$
Ratio de la participation des actionnaires	$\frac{\text{Capitaux propres} \times 100}{\text{Actif total}}$	$\geq 35\%$
Ratio de fond de roulement	$\frac{\text{Actif court terme}}{\text{Passif court terme}}$	$\geq 1,5$
Ratio de liquidité immédiate	$\frac{\text{Actif court terme} - \text{stocks}}{\text{Passif court terme}}$	$\geq 1$

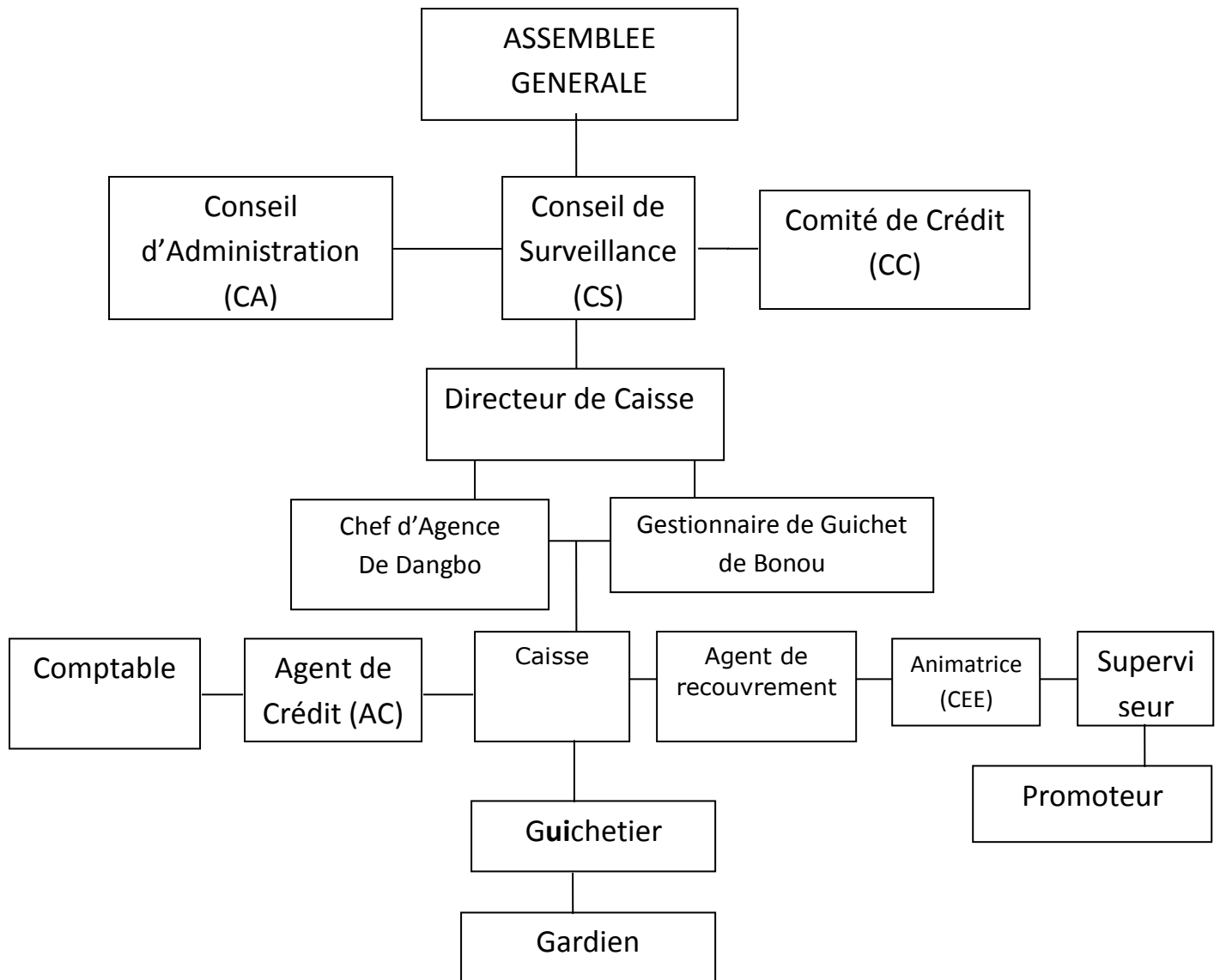
Source : statistique au 30 Avril 2016

**Tableau 2 : des résultats économétriques**

Source	SS	df	MS	
Model	73.2800011	11	6.66181828	Number of obs = 110
Residual	7.8451051	98	.080052093	F( 11, 98) = 83.22
Total	81.1251062	109	.744267029	Prob > F = 0.0000
				R-squared = 0.9033
				Adj R-squared = 0.8924
				Root MSE = .28293

logcrédit	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
age	-.0007871	.0025283	-0.31	0.756	-.0058045	.0042303
sexe	.4766238	.1221457	3.90	0.000	.2342296	.7190179
seteurdactivit	.0438138	.0520322	0.84	0.402	-.0594423	.14707
typedecredit	.6356787	.1028835	6.18	0.000	.4315097	.8398476
dlais	.0430642	.0229172	1.88	0.063	-.0024142	.0885427
nombreecheance	-.0786644	.0159428	-4.93	0.000	-.1103024	-.0470264
nombreenfant	-.0007363	.0077641	-0.09	0.925	-.0161439	.0146714
localit	-.0768866	.0439357	-1.75	0.083	-.1640756	.0103024
niveaueducation	-.080846	.0351248	-2.30	0.023	-.15055	-.011142
proprietairemaison	.3568651	.0728766	4.90	0.000	.2122439	.5014863
loggarantie	.1538733	.0237736	6.47	0.000	.1066954	.2010512
_cons	9.823853	.6061192	16.21	0.000	8.621029	11.02668

Tableau 3 : ORGANIGRAMME DE LA CLCAM /VALLEE



Source : manuel de procédure actualisé

